Zeitschrift: Das Rote Kreuz : offizielles Organ des Schweizerischen Centralvereins vom Roten Kreuz, des Schweiz. Militärsanitätsvereins und des Samariterbundes

Herausgeber: Schweizerischer Centralverein vom Roten Kreuz

Band: 52 (1944)

Heft: 36

Artikel: Das Versprechen

Autor: Heimann, Erwin

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-972947

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Siehe Rechtliche Hinweise.

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. Voir Informations légales.

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. See Legal notice.

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Il faut dire, en effet, que la troupe ne dispose que de moyens de transport limités, que ses besoins sont très variables, donc difficiles à évaluer, et qu'elle doit en outre garder toute sa mobilité. Aussi ne peut-elle pas être dotée de lits, de montures de lit et de linge. Mais il lui fallut souvent installer des infirmeries dans des endroits isolés ou dans des régions où la population est très clairsemée, et là où il n'y a rien, le soldat sanitaire même le plus ingénieux ne peut rien trouver.

Toutefois, l'installation *d'hôpitaux centraux* exige du matériel pour un nombre de lits très grand pouvant aller jusqu'à quelques centaines, et on ne peut, cela se conçoit, trouver ce matériel sur place.

Dans tous les cas de ce genre, nous avons pu obtenir du matériel de la Centrale du matériel de la Croix-Rouge. Ce matériel a été alors prélevé sur les stocks des sections locales ou, au besoin, demandés aux grands dépôts.

Nous avons toutefois besoin de matériel de la Croix-Rouge non seulement pour ces installations purement militaires, mais aussi, maintenant, pour les camps d'internés et de réfugiés, tout au moins dans la mesure où ils dépendent de l'Armée.

Etat du matériel: Au début de la mobilisation, l'effectif comprenait du matériel neuf, du matériel plus ou moins ancien mais peu usagé, et du matériel provenant de collectes, qui avait déjà subi un usage prolongé.

On comprendra que l'utilisation du matériel fit ressortir d'importantes différences de qualité: le matériel neuf se révéla excellent sur toute la ligne, de qualité bien supérieure à ce qu'on en attendait normalement. C'est ainsi qu'après quatre ans d'utilisation, l'usure des draps n'est que de 5 % environ de l'effectif total.

Les organes compétents ont autant que possible aussi veillé à maintenir le matériel en bon état. Ce fut chose facile dans les ESM où des ouvroirs, dotés d'un personnel qualifié, avaient été ouverts. C'était moins aisé en ce qui concerne le matériel se trouvant dans la troupe, car l'usure y est beaucoup plus forte, et il y manque souvent aussi la surveillance et la compréhension nécessaires.

Les *périodes de convalescence, où les malades sont peu surveillés et ne sont pas occupés,* présentent un certain danger pour le matériel. Les soldats sont alors volontiers tentés de mettre leur force à l'épreuve, et si par malheur la vivacité s'en mêle, les tables de nuit, voire même les lits risquent fort d'être pris à partie. Mais comme ni les lits, ni les couvertures, ni le linge ne sont faits pour servir à des épreuves de force, ils subissent la plupart du temps des dommages qui, il est vrai, sont autant que possible réparés sur place et aux frais des responsables.

Le matériel de la Croix-Rouge entreposé comme *réserve de guerre* dans nos dépôts est absolument parfait, ainsi qu'en témoignent des contrôles permanents. Il faudra certainement amortir le matériel de la Croix-Rouge *usagé,* qui se trouve dans l'exploitation proprement dite, car, après cinq ans de guerre, il présente de fortes traces d'usure.

*

Autres besoins en matériel: Je puis me résumer sur ce point. Je tiens tout d'abord à vous confirmer ce que le médecin-chef de l'Armée a déclaré à la dernière conférence des présidents de section du 21 mai 1944: «*La Croix-Rouge suisse a pleinement satisfait à nos demandes de matériel sanitaire*».

L'Armée doit encore collaborer avec votre Centrale du matériel pour remplacer les stocks de matériel sur le point de s'épuiser. Il est actuellement extrêmement difficile de se procurer du matériel, et ce n'est qu'en cas d'impérieux besoin dûment prouvé qu'on peut compter obtenir les matières premières indispensables. S'il devait s'avérer nécessaire de confectionner encore des effets d'habillement à l'aide d'étoffes livrées par exemple par les Alliés, nous savons qu'il se trouvera immédiatement dans les sections des aides bénévoles pour accomplir cette besogne.

Pour terminer, j'aimerais saisir cette occasion pour remercier sincèrement tous ceux qui ont contribué à mettre à la disposition de l'Armée un matériel sanitaire suffisant. Il va sans dire que ces remerciements vont aussi au colonel Remund, médecin-chef actuel de la Croix-Rouge, ainsi qu'aux directrices de la Centrale du matériel, Mlle Bigler et Mme Jordi, et à leurs collaboratrices; je n'oublierai pas non plus les nombreuses personnes qui ont prêté une aide désintéressée aux sections.

Nos femmes ont accompli un immense labeur dans des conditions souvent difficiles.

Elles se sont fait soldats pour nos soldats!

Le général Wille n'a-t-il pas dit, dans ses définitions «De l'esprit militaire»,

que seul le bon travail porte des fruits,
que le travail ne peut être exécuté aujourd'hui qu'avec une attention soutenue,
que le mauvais travail est une honte,
que le véritable esprit militaire ne dépend ni du sexe ni de l'uniforme, et
qu'il y a parmi les femmes plus de soldats que parmi les hommes.

Par leur activité empreinte du plus pur esprit de sacrifice, nos femmes l'ont prouvé.

Ein Zug mit französischen Kindern

Anfangs der nächsten Woche werden 700—900 französische Kinder aus Hochsavoyen in Genf eintreffen. Es handelt sich bei diesem Transport um die bedürftigsten Kinder eines französischen Flüchtlingslagers, die seinerzeit aus kriegsheimgesuchten Städten evakuiert worden waren und die wir durch ein provisorisches Uebereinkommen für einen Aufenthalt von drei Monaten in die Schweiz bringen können; für die Unterbringung dieser Kinder in Familien ist bereits gesorgt. Ob die Wiederaufnahme der regulären Kinderzüge für die Zukunft möglich ist, steht heute noch nicht fest.

Das Versprechen

Ein Grenzdienst-Erlebnis.

«Alarm!» — Der diensttuende Grenzwächter hat es in unser Kantonnement geschrien.

Es gibt keinen Befehl, kein Wort, das schneller und vollständiger weckt. Die Leute fahren aus dem Stroh, Taschenlampen blitzen auf, Bajonette klappern. Kaum dass ein Wort fällt. Eile ist alles.

«Was ist los? — Wohin?» frage ich.

«Massenübertritt — zwischen Posten fünf und sechs.»

Wir reissen die Karabiner aus den Rechen und stolpern in die Nacht hinaus. Im Eilschritt geht es der bewaldeten Talsenke zu, in deren Tiefe die Grenze verläuft, einem moorigen Bach entlang.

Wir brauchen nicht mehr um weitere Auskunft zu fragen. Ein bellendes Geknatter zerreisst die Nachtstille. Maschinengewehrfeuer! Dazwischen einzelne Gewehrschüsse.

Das verschlungene Grenzerweglein ist uns in den langen Grenzdienstwochen vertraut geworden. Auch die Waldnacht hemmt unsere Eile nicht.

Schon hören wir Stimmen vor uns, Befehle, klagende Rufe. Und jetzt ein lautes, aufpeitschendes Schreien, das Schreien einer Frauenstimme.

Plötzlich sehen wir uns von Menschen umgeben, von erregt redenden oder stumm kauernden Gruppen; die Flüchtigen. Es sind Männer, Frauen und Kinder jeden Alters.

Dort vorne, hart an der Grenze, stehen unsere Soldaten, die auf Patrouille waren. Von dorther tönt auch das aufwühlende Schreien der Frau. «André! — André — Dédé!» vermag ich zu verstehen.

«Was hat die Frau?» frage ich einen unserer Posten, einen braven Gefreiten.

Der Gefragte schaut mich seltsam starr an und weist mit langsamer Gebärde, ganz und gar nicht militärisch, über den Grenzbach hinüber. «Ihr Kind — es ist drüben geblieben!»

Ich weiss, dass er selbst zuhause drei Kinder hat.

«Dédé! — Dédé!» schreit die Frau neben uns von neuem mit heiserer, sich überschlagender Stimme. Ich vermag von ihr nur ein undeutliches Profil zu erkennen, weiss sonst nichts von ihr, höre nur ihren Ruf — und das genügt!

Für einen Augenblick tauchen jenseits des Baches die grauen Uniformen der deutschen Grenzer auf. Das Gewehrfeuer ist längst verstummt.

«Gebt doch das Kind heraus!» schreit plötzlich mein Gefreiter in aufflammender Wut hinüber. «Was habt ihr davon?»

«Tut uns leid — geht nicht. Wir handeln nach Vorschrift,» tönt es zurück.

Die Frau kauert laut jammernd am Boden. Ein etwa sechsjähriges Mädchen drängt sich weinend an sie. Ein grossgewachsener Mann steht mit hängenden Armen daneben.

«Wie ist es nur möglich gewesen, dass das Büblein zurückblieb», frage ich den Gefreiten.

«Als sie noch ein paar hundert Meter von der Grenze entfernt waren, wurden sie von den Deutschen entdeckt», erklärte der Gefreite. «Diese begannen sogleich zu schiessen. Dadurch wurden wir aufmerksam. Kaum waren wir hier, kamen bereits die Ersten in wilder Flucht gerannt. Dieser Frau da half ich aus dem Bach. Sie schleppte das Mädchen mit sich. So viel ich verstehe, sollte der Mann dort, ich glaube, es ist ihr Schwager, das Büblein betreuen, er umgekehrt glaubte es bei der Mutter».

Es blieb keine Zeit mehr zu weiteren Gesprächen. Schon war die Heerespolizei eingetroffen, und es galt, die Leute zur Sichtung

und Zählung auf den Posten zu bringen. Es kostete Mühe, die verworrene Menge in Ordnung und Marsch zu bringen. Die unglückliche Frau musste fast mit Gewalt weggebracht werden.

Erst auf dem Posten sah ich sie wieder, und diesmal bei Licht; eine jüngere, blasse Frau mit völlig zerzaustem Haar, nur mit einer grauen Aermelschürze bekleidet, als wäre sie gerade vom Herd weggerissen worden. Eine andere, ungefähr gleichaltrige Frau stand neben ihr und redete lebhaft auf sie ein. Zuerst glaubte ich, dass sie die Unglückliche zu trösten versuche bis ich merkte, dass sie immer wieder auf das Kleiderbündel im Arm der Mutter wies. Endlich begriff ich, dass es sich um die Kleider des verlorenen André handelte, welche die Frau von der weinenden Mutter für ihr eigenes Kind erbettelte. Aber diese schüttelte nur immer wieder den Kopf und presste das Kleiderbündel an sich.

«Lasst doch die Frau in Ruhe!» fuhr ich die Zweite an. «Das ist doch jetzt nicht der Moment, sie um die paar Kleider zu quälen».

«Sie müssen das begreifen», mischte sich einer der Geflüchteten, ein alter Mann, ein. «Sie hat ihr Kind im blossen Hemdchen gerettet. Seht, dort drüben liegt es. Man hat uns im letzten Moment gewarnt. Alles, aber auch alles blieb zurück. Schauen Sie nur, wie wir aussehen!»

Ich blickte mich um und musste gestehen, dass der Alte Recht hatte. Auch er stand da, nur mit Hemd und Hose bekleidet, zerschlissene Sandalen an den Füssen. Kaum einer war da, der ein ganzes Kleidungsstück auf sich trug. Das Wenige war auf der wilden Flucht durch Wald und Wasser noch übel zugerichtet worden.

«Glauben Sie, dass man uns einige Kleider verschaffen wird — in der Schweiz?» fragte der Alte ungewiss. «Bald wird es ja Winter sein».

«Ja, man wird Euch bestimmt zu Kleidern und Schuhen verhelfen», antwortete ich zuversichtlich. Es schien mir in diesem Moment ganz selbstverständlich, dass es uns gelänge, wenigstens diese Not zu mildern.

Ich schaute wieder zu der Frau hinüber, die, erneut aufschluchzend, das Schwesterchen des verlorenen André an sich presste. «Es gibt ja so viel Elend, dem wir machtlos gegenüberstehen», dachte ich erbittert. «Umsomehr ist es Pflicht, das Mögliche zu tun!»

Erwin Heimann.

I «posti ausiliari per rifugiati» dell'Ufficio federale per l'assistenza di guerra

I rifugiati, militari o civili, che fin dallo scoppio della guerra hanno varcato le nostre frontiere, giunsero quasi sempre fra noi in uno stato tale da ispirare preoccupazione e pietà. Spesse volte la loro fuga era durata per settimane fra le più dure privazioni, durante il giorno dovevano tenersi nascosti, durante la notte continuare il cammino con ogni tempo. Così cacciati ed esausti, pervenivano in Svizzera spesso senza scarpe, con la biancheria personale lacera e i vestiti a brandelli. A nord e a sud molti passavano il confine a nuoto, vestiti solo di calzoncini da bagno o nudi affatto.

Sulle prime la polizia si attenne al principio di chiedere in dono vestiti e altri effetti personali ai privati che abitavano nelle immediate vicinanze. La popolazione dei cantoni di frontiera diede quanto potè; ma, nonostante ogni buona volontà, ci sono dei limiti anche nel dare. D'altronde un pronto soccorso era necessario, non soltanto per ragioni di ordine pratico, ma anche di costume e di morale.

La sezione «Rifugiati» dell'Ufficio federale per l'assistenza di guerra, già durante i mesi di settembre e ottobre 1941, s'era messa in relazione con le organizzazioni di assistenza privata dei cantoni di frontiera per coordinare in modo razionale tutto il vasto complesso dell'assistenza ai rifugiati. Questa Sezione non soltanto disponeva delle esperienze già fatte un anno prima (quando 800 rifugiati civili francesi furono ospitati nel Cantone di Friburgo), ma anche di certe provviste ammassate in tale occasione.

In una conferenza (27 ottobre 1941) cui partecipavano la Sezione di polizia della Divisione Notizie e Sicurezza del Comando dell'Esercito, la Sezione di Poliza del Dipartimento federale di Giustizia e Polizia, la Croce-Rossa svizzera, la Divisione Tessili e Cuoio dell'Esercito e l'Ufficio federale per l'Assistenza di guerra, si decise di istituire, lungo la frontiera del nostro paese, sotto la direzione dell'Ufficio federale per l'Assistenza di guerra, dei *posti ausiliari* per la distribuzione di vestiti, scarpe, biancheria, ecc. La Sezione di Polizia s'incaricò di orientare in proposito i Comandi territoriali e gli organi cantonali di polizia.

Posti ausiliari, a ciascuno dei quali venne assegnato secondo le condizioni e i bisogni un tratto di frontiera, furono istituiti nei seguenti luoghi: Aarau, Basilea, Bellinzona, Briga, Buchs (San Gallo), Chiasso, Coira, Delémont, Diepoldsau, Ginevra, Heerbrugg, Kreuzlingen, Martigny, Muttenz, Neunkirch, Porrentruy, Poschiavo, Rorschach, Samaden, Sion, Sciaffusa, Schleitheim, San Gallo, St. Margarethen.

A dirigere questi «posti» furono nominate le persone che già avevano fatto buona prova in tale campo. In altri casi l'Assistenza del soldato mise a disposizione il suo esperimentato personale.

Ben presto fu necessario istituire posti ausiliari anche nell'interno del paese, per esempio a Lucerna e a Berna perchè accadeva assai spesso che dei rifugiati, o a piedi, o in ferrovia, o nascosti fra il carbone d'un treno merci, giungessero fino nella Svizzera Centrale e soltanto allora fossero consegnati in miserevole stato alla polizia.

Il funzionamento d'un posto ausiliario viene regolato da istruzioni emanate dalla Sezione Rifugiati dell'Ufficio Assistenza di guerra. Ecco qualche esempio.

Ogni posto ausiliario deve mettere insieme una riserva di vestiti, camicie, calze, biancheria personale, scarpe, fazzoletti, ecc.

Esso procura di aumentare costantemente tale riserva raccogliendo i doni di privati desiderosi di venire in aiuto ai profughi.

I mezzi finanziari messi a disposizione dai privati devono essere adoperati per l'acquisto di vestiario. Un aiuto in contanti ai rifugiati è invece escluso.

Data la penuria di tessili che minaccia anche il nostro paese, devono possibilmente essere raccolti soltanto effetti già usati. Inoltre il posto ausiliario deve dare ai profughi soltanto lo stretto necessario. Ogni spreco deve essere evitato.

Secondo il decreto (28 febbraio 1941) dell'Alto Consiglio Federale, ogni colletta per scopi di beneficenza o di pubblica utilità che si estenda al territorio di tutta la Svizzera o di più Cantoni, deve essere autorizzata dall'Ufficio per l'Assistenza di guerra. Perciò, con un'intesa fra il Controllo Tessili e Cuoio dell'Esercito e l'Ufficio per l'Assistenza di guerra, furono regolati e la questione dell'autorizzazione, e il sistema di raccolta del materiale necessario, e la distribuzione di tagliandi per tessili e scarpe.

L'Amministrazione federale delle Poste ha dato il suo appoggio alla colletta accordando la spedizione gratuita dei pacchi non oltrepassanti il peso di 15 chili e dichiarati espressamente come «doni ai Rifugiati».

Quando, lo scorso autunno, una vasta ondata di profughi venne a noi dall'Italia, nè il Commissariato per l'Internamento nè i posti ausiliari erano in grado di far fronte alle necessità dell'ora. Perciò, dal settembre al novembre 1941, la Croce-Rossa svizzera organizzò, su tutto il territorio della Confederazione, una colletta di cui due terzi circa andarono a favore degli internati militari e un terzo dei rifugiati civili. Il risultato di questa colletta fu buono per quanto riguarda abiti per donne e bambini, meno buono per quanto riguarda indumenti per uomini e giovanetti.

Alla fine d'ogni mese i posti ausiliari comunicano quali sono le loro riserve e i loro bisogni. Siccome poi ogni pezzo di stoffa deve essere utilizzato, i più importanti di essi dispongono di lavanderie e di laboratori ove sono occupati in buon numero rammendatrici e calzolai.

Nei posti ausiliari gli effetti vengono distribuiti contro ricevuta. Tuttavia non si volle iscrivere i pezzi consegnati nella carta del vestiario, ufficiale e personale, di ogni profugo. Si tratta qui infatti di un dono di piccolo momento e d'un soccorso urgentissimo: interviene poi più largamente l'assistenza dei singoli campi.

I posti ausiliari si sono dimostrati, e si dimostrano ancor oggi, utilissimi. Sebbene la loro attività scompaia quasi in paragone di quella dei campi di raccolta e dei campi di soggiorno, pure essa è e non vuol essere altro che un anello nella gran catena dell'organizzazione dell'aiuto ai rifugiati.

Ibero-Amerika

Verpflichtungen einer „Wanderschwester" durch die Liga

Im Zusammenhang mit der Förderung des Rotkreuzpflegewesens in Ibero-Amerika, und zumal im Anschluss an die von der Direktorin des Ligabureaus für Pflegewesen, Frl. Yvonne Hentsch, während der Jahre 1942—1943 geleistete Arbeit, hat die Liga der Rotkreuzgesellschaften beschlossen, eine «Wanderschwester» als Ratgeberin der Rotkreuzgesellschaften auf dem Gebiete des Pflegewesens anzustellen, die dem Panamerikanischen Bureau der Liga angegliedert werden wird. Die Durchführung dieses Planes erfolgte mit der finanziellen Unterstützung des Amerikanischen Roten Kreuzes und der Carnegie-Stiftung.

Für diesen Posten wurde Fräulein Marjorie Duvillard ausersehen, eine argentinische Schwester schweizerischer Herkunft, die in der Genfer Pflegeschule vom Bon-Secours ausgebildet wurde und überdies kürzlich eine 18monatige Sonderausbildung in den Vereinigten Staaten unter der Führung des Amerikanischen Roten Kreuzes genossen hat. Fräulein Duvillard wird ihr Amt Anfang 1945 antreten.